

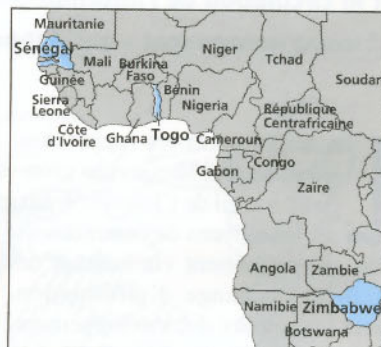
DÉVELOPPEMENT LOCAL ET DÉCENTRALISATION

Des relations ambiguës

Après deux ans d'activité, le groupe de travail Développement local et décentralisation a achevé ses travaux dont il présentera une synthèse en septembre 1998. Premier coup d'œil.

CLARIFICATION du concept de développement local ; relations entre développement local et décentralisation : ce sont les deux axes de recherche de ce groupe de travail depuis sa constitution aux débuts de l'Inter-Réseaux, en 1996. Sur le terrain, il s'est consacré à l'inventaire et à l'analyse des initiatives de développement local dans trois pays d'Afrique (Sénégal, Togo et Zimbabwe) et à la capitalisation et à l'échange d'expériences européennes. Pour favoriser une dynamique de réflexion interne à chaque pays, la responsabilité de l'étude en Afrique a été confiée à des groupes locaux de l'Inter-Réseaux. Cinq thèmes ont été examinés : conceptions du développement local, liens entre développement local et décentralisation, ressources du développement local, relations entre développement local et société « traditionnelle », outils et méthodes.

En attendant la synthèse générale prévue pour septembre 1998, quelques éléments ressortent déjà sur deux questions clés : la notion



de développement local et les relations entre décentralisation et développement local.

Le développement local, qu'est ce que c'est ? Malgré la diversité des réponses, il y a quelques points de convergence. De manière générale, le développement local se définit comme une dynamique d'autopromotion, plus ou moins autonome par rapport à l'environnement. Elle recouvre la mobilisation et l'organisation des initiatives, généralement sur un espace restreint (un village ou quelques villages). Ce processus de développement à la base (c'est,

de fait, le sens donné au mot local) est mené en référence à une vision du développement qui se veut moins dépendante du modèle occidental.

Entre décentralisation et développement local, les relations sont ambiguës. Si l'expérience du Sénégal en matière de décentralisation est déjà ancienne (1972), le processus est relativement récent au Zimbabwe (1993) et vient à peine de débiter au Togo. La décentralisation est considérée comme « une bonne chose », donnant un véritable pouvoir au local vis-à-vis de l'Etat (Togo) mais la suspicion entache les relations entre associations et collectivités territoriales. Les associations de base reprochent aux élus de trop souvent donner la priorité aux jeux des partis (Zimbabwe), à la défense d'intérêts claniques ou familiaux (Sénégal).

Programme commun

Les acteurs du développement local revendiquent plus d'autonomie de décision et de gestion. Ils veulent avoir le champ libre pour exercer pleinement leurs responsabilités avec des moyens d'action suffisants (locaux et extérieurs). La décentralisation serait plutôt un frein à cette ambition quand, notamment, les élus l'utilisent à des fins politiciennes.

Un atelier à Dakar en avril 1998 a réalisé une synthèse des résultats et a défini des perspectives de travail. Les groupes ayant réalisé l'étude dans les trois pays ainsi que des représentants du Burkina Faso, du Cameroun et du Bénin, ont identifié des thèmes communs de préoccupation : collectivités locales et foncier, partage des pouvoirs entre élus locaux et associations de base, développement local et sociétés traditionnelles. Ils vont proposer prochainement un programme, une organisation, et ils identifieront les moyens nécessaires et les sources de financement possibles pour poursuivre la réflexion sur ces sujets. Les membres du groupe en France coordonneront les échanges pour parvenir en septembre à un programme commun, chaque pays assurant la coordination d'un thème. ■

Marie-Jo Demante
animatrice du groupe de travail.

